

Le Jour, 1953  
21 Février 1953

## **EN QUELQUES MOTS**

Notre politique intérieure appelle, en ce moment, une grande pondération. Elle se résume en quelques mots. Le pays attend un gouvernement plus étoffé, mais, ce gouvernement, il faut donner au Chef de l'Etat la possibilité de le faire, en tenant compte des contradictions et des passions devant lesquelles il se trouve.

Le Pouvoir exécutif, comme il est, est d'une débilité évidente. Le Pouvoir législatif a l'existence la plus précaire qui soit. Ce ne sont pas des conditions favorables pour gouverner. Plus que jamais cependant, il faut gouverner. La politique extérieure et la politique intérieure l'exigent. Sur des questions vitales, le pays attend des issues ; tout au moins, l'orientation générale qui aide à faire l'opinion. De sorte qu'un certain désarroi est incontestable.

La politique économique est en question, avec ses incidences politiques et le trouble qu'elle suscite. La politique extérieure doit s'adapter à des nécessités impérieuses. Enfin, notre législation électorale, si elle n'est pas réexaminée, peut jeter le pays dans un malaise dont on voit les prodromes. La bonne foi et les intentions pures ne sont pas mises en doute. C'est sur la volonté et sur la clairvoyance qu'il faut mettre l'accent ; sur la nécessité de dominer les hésitations et les incertitudes.

Veut-on les points sur les i ? On craint que M. Le Président de la République ne présume trop de ses forces, d'une part ; qu'il soit trop sollicité, d'autre part. On voudrait le voir plus sûr de soi, puisqu'il est au gouvernail par le consentement unanime.

Tous les Libanais sérieux suivent son effort avec une exceptionnelle sympathie. Ils veulent le voir réussir. Ils n'ignorent pas que l'avenir un peu lointain de la nation est attaché à ses actes. C'est beaucoup, en ce moment, que tant de choses graves dépendent d'un geste, d'une erreur, d'une faiblesse, de ce qui ne se sépare pas de la condition de l'homme.

Et c'est pourquoi la réaction interrogative du Libanais moyen est une réaction légitime. La question de confiance est dépassée par une question plus angoissante, une question de vie et de mort.

Voilà ce que chacun se dit en considérant l'état de nos institutions et la tâche qui repose sur un petit nombre d'épaules. Les questions économiques ont ému plus que d'autres parce qu'on a eu, à bon droit, l'impression que la doctrine manquait ; on est heureux de la croire maintenant plus assise. Les leçons de l'expérience sont sans doute les plus décisives ; mais il arrive aussi qu'elles soient mortelles.

Nous voulons, par-dessus tout, le bien des Libanais, leur bonheur ; et nous voulons, de surcroît, le bonheur de nos voisins fraternels. En commentant succinctement, l'autre jour,

le rapport du Dr. Schacht aux Syriens, nous avons montré que l'illustre financier allemand apportait à ce que nous écrivons depuis des années, au sujet de l'économie syrienne, une confirmation éclatante. C'est bien le moins d'espérer, pour cela, chez les Libanais, une oreille attentive.

En bref, la situation dans l'ensemble, est comme nous la montrons. Nous la voudrions plus claire. Un message du Chef de l'Etat, lu à la tribune de la Chambre, par un gouvernement un peu fort et qu'on pourrait dire, en fait, au-dessus des partis, l'éclairerait à coup sûr.